



Procès-verbal de l'assemblée communale ordinaire

Salle polyvalente, lundi 16 décembre 2024, 20.00 heures

Présidence Nicolas Gremaud, Syndic

Présents 65 personnes

Excusés Mesdames Yannick Tissot et Sandrine Clément

Messieurs Karim Mekki, Pierre-Charles Pasquier, Pascal Charlet, Alexis Morand et Patrick Clément

Scrutateurs Messieurs Luc Pasquier et Jean-Daniel Goetschi

Secrétaire Jean-Claude Duriaux, Secrétaire général

LISTE DES OBJETS A TRAITER

1. Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée communale du 27.05.2024

2. Budget 2025

- 2.1. Présentation générale du budget du compte de résultats ;
- 2.2. Investissement relatif au réaménagement et à la mise aux normes de la place de jeux de Sautaux;
- 2.3. Investissement pour un crédit d'étude relatif au réaménagement du centre du village;
- 2.4. Investissement pour un crédit d'étude relatif à la mobilité générale au sein de la Commune;
- 2.5. Investissement relatif à la réfection de la toiture du hangar communal et à la création d'un soliveau;
- 2.6. Vote final du budget du compte de résultats et du budget des investissements ;

3. Planification des investissements pour la période 2025-2029

4. Octroi d'un mandat externe pour la surveillance des places de stationnement

5. Nouvelle approbation du règlement communal sur la gestion des déchets à la suite des recommandations faites par la Surveillance des prix

6. Divers



Au nom du Conseil communal, c'est avec un grand plaisir et un profond sens des responsabilités que le Président souhaite la bienvenue aux citoyennes et citoyens à cette Assemblée communale qui a pour objet principal le budget 2025. Il précise que ce document est fondamental pour guider les actions et les priorités du Conseil communal pour l'année à venir. Il rappelle que cette assemblée sera également l'occasion de présenter les différents investissements qui sont essentiels non seulement au bon fonctionnement quotidien de notre Commune, mais aussi à la pérennité et à la modernisation des infrastructures. Ces projets visent à répondre aux besoins de la population tout en anticipant les défis futurs, afin de garantir un cadre de vie de qualité et de soutenir le développement harmonieux de la collectivité.

Le Président précise, qu'en application des dispositions de la loi sur les communes, l'Assemblée communale a été régulièrement convoquée par annonce dans la Feuille officielle du canton de Fribourg, par affichage au pilier public et par une convocation adressée en circulaire tout-ménage, le tout au moins 10 jours à l'avance. Il précise que l'Assemblée sera enregistrée pour faciliter la rédaction du procès-verbal (cf art. 12 al. 1 du règlement d'exécution de la loi sur les Communes du 28 décembre 1981).

Le Président indique que les objets figurant à l'ordre du jour sont affichés à l'écran. Il les passe en revue. Les documents relatifs à ces objets étaient à disposition jusqu'à ce jour à l'administration et sur le site internet communal.

Pour toute intervention et question, le Président demande aux membres de l'Assemblée de se lever en précisant leur nom et prénom et le nom du Conseiller à qui il s'adresse.

Le Président excuse Mesdames Yannick Tissot et Sandrine Clément ainsi que Messieurs Karim Mekki, Alexis Morand, Pierre-Charles Pasquier, Pascal Charlet et Patrick Clément.

Le Président demande si quelqu'un a une remarque à formuler quant à la convocation ou à l'ordre du jour. Cela n'étant pas le cas, il considère l'ordre de jour comme accepté et les objets seront donc traités selon l'ordre proposé.

Le Président s'enquiert aussi de savoir si des personnes présentes dans la salle ne sont pas citoyennes ou citoyens actifs de notre Commune. Cela n'étant pas le cas, il déclare que l'Assemblée peut délibérer valablement.

Le Président nomme ensuite Messieurs Luc Pasquier et Jean-Daniel Goetschi en qualité de scrutateurs en leur désignant leur secteur respectif. Il leur rappelle que leur tâche consiste à compter les personnes présentes aux rangées qui leur sont assignées et de communiquer, à haute voix au Secrétaire général, les résultats des votes. Il leur précise encore qu'ils font partie du bureau de l'Assemblée communale avec les membres du Conseil communal. Le Président les remercie de leur collaboration.

Puis, le Président passe au point 1 de l'ordre du jour.



1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 27 mai 2024

Ce dernier était à la disposition des intéressés à l'administration communale et sur le site internet communal. Le Président demande si quelqu'un souhaite faire une observation à propos de sa rédaction ou de son contenu.

Constatant que tel n'est pas le cas, il considère ce procès-verbal comme accepté et remercie Monsieur Jean-Claude Duriaux, Secrétaire général, de la transcription très conforme des avis exprimés.

2. Budgets 2025

2.1 Présentation générale du budget du compte de résultats 2025

Le Président passe la parole à la responsable des finances communales, Madame Laurence Corminboeuf.

Madame Laurence Corminboeuf apporte des précisions sur les postes qui présentent un écart significatif par rapport au budget 2024 à l'aide des diapositives ci-dessous.

Budget du compte de résultats 2025

	Budget 2025		Budget 2024 (impôt revenu/fortune 83.5%)		Comptes 2023	
	Charges	Revenus	Charges	Revenus	Charges	Revenus
Administration générale	1'033'100.00	65'250.00	1'061'200.00	70'100.00	910'676.84	70'733.29
Ordre et sécurité publics, défense	175'350.00	56'500.00	160'400.00	57'500.00	338'665.40	262'893.25
Formation	2'095'350.00	224'600.00	1'996'500.00	212'200.00	1'914'297.15	198'476.85
Culture, sport et loisirs	491'500.00	73'200.00	298'650.00	28'900.00	221'267.35	32'810.70
Santé	742'600.00	4'500.00	690'300.00	4'500.00	610'078.70	33'588.50
Prévoyance sociale	729'600.00	1'400.00	676'200.00	1'400.00	641'421.45	15'993.40
Trafic et télécommunications	919'450.00	451'550.00	944'400.00	493'000.00	1'013'089.17	501'598.30
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	983'450.00	843'500.00	948'850.00	754'500.00	858'717.10	757'341.85
Economie publique	57'700.00		53'700.00	43'000.00	42'203.10	308'253.00
Finances et impôts	111'800.00	5'321'400.00	149'800.00	5'032'900.00	41'736.90	5'510'518.25
Totalisation	7'339'900.00	7'041'900.00	6'980'000.00	6'698'000.00	6'592'153.16	7'692'207.39
Résultat		298'000.00		282'000.00	1'100'054.23	

Impôts, baisse du coefficient de 83.5% à 80% dès le 01.01.2024, lors de l'Assemblée communale du 27.05.2024 = - CHF 151'000.- de revenus.
Résultat du budget : Déficit de CHF 433'000. - au lieu de CHF 282'000. -.



Le Conseil communal présente un budget du compte de résultats avec un déficit de CHF 298'000.- pour un total des charges de CHF 7'339'900.- et un total des revenus de CHF 7'041'900.-. Ce budget est basé sur le nouveau coefficient d'impôts communal de 80%.

Au niveau des revenus, il est à noter une hausse de ceux-ci principalement due aux recettes fiscales. Les charges quant à elles sont principalement influencées par les charges liées et les coûts de fonctionnement du Parc du Chèrvi qui impactent le chapitre « Culture, sports et loisirs ».

Madame Laurence Corminboeuf profite de remercier l'Administratrice des finances communales pour son efficacité et sa rigueur dans la parfaite tenue des comptes communaux.

Elle présente ensuite le budget du compte de résultats à l'aide des diapositives ci-dessous. Pour chaque chapitre, elle relève uniquement les postes présentant une différence significative avec le budget 2024 qui, pour rappel, a été établi avec un coefficient communal d'impôts de 83.50%. Ce coefficient d'impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques a ensuite été abaissé en mai 2024 à 80.00% baisse qui a occasionné une différence de CHF 151'000.--.



0. Administration

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
1 033 100.00	65 250.00	1 061 200.00	70 100.00

❖ Conseiller externe protection des données	+ CHF 7 800.00
❖ Maintenance de logiciels	- CHF 28 000.00
❖ Bâtiments patrimoine administratif	+ CHF 12 300.00
❖ Entretien des terrains	- CHF 10 000.00



1. Ordre et sécurité publics, défense

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
175 350.00	56 500.00	160 400.00	57 500.00

❖ Participation service des curatelles + CHF 13 300.00

9



2. Formation

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
2 095 350.00	224 600.00	1 996 500.00	212 200.00

- ❖ Ecole primaire camp vert + CHF 20 000.00
- ❖ Frais d'exploitation des CO + CHF 24 900.00
- ❖ AES plus de charges mais plus de revenus
- ❖ Institutions pers. handicapées + CHF 15 200.00
- ❖ Imputation interne édilité baisse



3. Culture, sports et loisirs

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
491 500.00	73 200.00	298 650.00	28 900.00

❖ Parc du Chèrvi, fonctionnement + CHF 180 900.00

11



4. Santé

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
742 600.00	4 500.00	690 300.00	4 500.00

❖ Part. EMS Gruyère + CHF 13 900.00

❖ Part. indemnités forfaitaires régionales + CHF 23 600.00

12



5. Prévoyance sociale

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
729 600.00	1 400.00	676 200.00	1 400.00

- ❖ Part. institutions spécialisées + CHF 15 700.00
- ❖ Frais fonct., service social régional + CHF 29 600.00

13

6. Trafic et télécommunications

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
919 450.00	451 550.00	944 400.00	493 000.00

- ❖ Salaires personnel éditité et charges - CHF 60 800.00
- ❖ Part. dépenses trafic régional + CHF 10 500.00

14



7. Protection de l'environnement et aménagement du territoire

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
983 450.00	843 500.00	948 850.00	754 500.00

- ❖ Approvisionnement en eau, déficit - CHF 70 100.00
- ❖ Traitement des eaux usées, bénéfice + CHF 161 300.00
- ❖ Prestations Eau Sud + CHF 47 100.00
- ❖ Remplacement poste commande + CHF 35 000.00

15

8. Economie publique

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
57 700.00		53 700.00	43 000.00

- ❖ Plus de revenus

16



9. Finances et impôts

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
111 800.00	5 321 400.00	149 800.00	5 032 900.00

Revenus :

❖ Impôt sur la fortune	+ CHF 17 000.00
❖ Impôt sur le revenu	+ CHF 120 000.00
❖ Impôt sur les gains immobiliers	+ CHF 20 000.00

17

Budget 2025		Budget 2024	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
111 800.00	5 321 400.00	149 800.00	5 032 900.00

Revenus :

❖ Impôt sur les mutations	+ CHF 20 000.00
❖ Impôt prestations capital	+ CHF 20 000.00
❖ Péréquation ressources	- CHF 24 500.00
❖ Cession de terrains (Valtraloc)	+ CHF 106 300.00

Charges :

❖ Intérêts passifs comptés à 1.50%	- CHF 38 000.00
------------------------------------	-----------------

18



Le Président remercie Laurence Corminboeuf de cette présentation et l'Administratrice des finances, Madame Janick Vega, pour son travail méticuleux.

Préavis de la Commission financière :

M. Didier Tornare, Président de la Commission financière, lit le rapport de cette dernière :

"Conformément au mandat qui nous a été confié, nous avons, en date du mardi 26 novembre dernier, examiné en détail le budget du compte de résultats 2025 qui nous a été soumis par le Conseil communal.

Madame Laurence Corminboeuf, Conseillère communale responsable des finances, a présenté clairement tous les postes de ce budget du compte de résultats et a également répondu à toutes les questions des membres de la Commission financière.

Les dépenses de ce budget du compte de résultats représentent soit des charges imposées par la loi sur les communes, soit des dépenses ordinaires justifiées.

Nous profitons de l'occasion pour remercier Mme Janick Vega de l'excellente présentation de ce budget du compte de résultats ainsi que pour la clarté des informations complémentaires mises à disposition ».

Quant au budget des investissements, ce dernier sera présenté en détail par le Conseil communal ».

Le Président remercie Monsieur Didier Tornare de son rapport. Il précise que le vote final du budget du compte de résultats 2025 aura lieu après la présentation des différents investissements.

Discussions :

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.

M. Pascal Guinnard demande par qui est entretenu le terrain de foot du Parc du Chèrvi.

Le Président répond que cet entretien est assuré en grande partie par le personnel de l'édilité. Seul un entretien plus approfondi du terrain de foot doit être réalisé deux fois par année par Realsport.

M. Pascal Guinnard aimerait connaître les chapitres inclus dans « L'économie publique ».

Mme Laurence Corminboeuf les nomme ; à savoir : agriculture, sylviculture, tourisme, industrie, artisanat et commerce.

M. Francis Thiébaud demande si le terrain du foot du Parc du Chèrvi est rentabilisé en partie par des locations.

M. Sébastien Meloni répond qu'en effet, le terrain de foot est loué par des clubs externes qui paient une location. Par contre, le FC La Tour-Le Pâquier ne paie pas de location, mais participe



aux charges d'entretien. Il informe que CHF 15'000.— de revenus de locations ont été mis au budget 2025.

M. Michel Chassot demande si la participation communale aux charges des EMS concerne l'ensemble des EMS de la Gruyère ou seulement l'EMS de Gruyères.

Mme Laurence Corminboeuf répond qu'elle concerne l'ensemble des EMS de la Gruyère.

Mme Roselyne Quintera Le Rouge demande à quoi correspond le montant accordé à la Commune dans le cadre de la cession de terrain liée au projet VALTRALOC.

Le Président explique que ce montant correspond à un dédommagement payé par l'Etat pour des emprises sur le terrain communal. Le Président profite aussi d'annoncer que les travaux VALTRALOC débiteront au printemps 2025.

2.2 Investissement relatif au réaménagement et à la mise aux normes de la place de jeux de Sautaux

Présentation de l'objet :

Le Président passe la parole à Madame Karine Kilchoer, Conseillère communale responsable de la culture, des sports et des loisirs qui présente cet objet de l'ordre du jour.

Madame Karine Kilchoer rapporte que la place de jeux actuelle est dans un état de dégradation avancée. Dans le courant de l'année 2024, elle a contacté deux entreprises spécialisées dans le mobilier de places de jeux pour faire un état des lieux et remplacer les éléments abîmés. Il s'est avéré que c'était comme mettre un pansement sur une jambe de bois ! Comme on peut le remarquer sur la première diapositive ci-dessous, les surfaces de chute ne garantissent plus un amortissement suffisant en cas de chute, la ferraille des balançoires est apparente, plusieurs éléments de l'infrastructure sont pourris, les zones d'espaces entre les jeux ne sont pas conformes aux normes de sécurité, les pièces mécaniques ont du jeu et le petit train à usage des plus petits menace de s'effondrer sur lui-même. Il en résulte non seulement un risque pour la sécurité des enfants, mais aussi un environnement peu attrayant pour les familles et les usagers qui sont toujours nombreux à fréquenter cette place en toute saison.

Afin de garantir la sécurité des jeunes enfants et d'offrir un espace de jeu moderne, fonctionnel et agréable, le Conseil communal propose donc une réhabilitation complète de cet espace.

Le montant de CHF 75'000 sollicité permettra de couvrir les coûts suivants (voir schéma ci-dessous) :

- Le démontage des anciennes structures de jeux qui ne peuvent plus être réparées et présente des risques pour les usagers. Les éléments obsolètes et dangereux seront enlevés de manière sécurisée.
- Le réaménagement du sol amortissant afin de respecter les normes de sécurité actuelles et garantir un environnement de jeu plus sûr.



- L'installation d'un nouveau mobilier de jeux adapté aux besoins des enfants et conforme aux standards en matière de sécurité et de durabilité. Ce mobilier sera également conçu pour favoriser la diversité des activités, l'interactivité et l'inclusion, tout en tenant compte de l'espace disponible et des attentes des usagers.

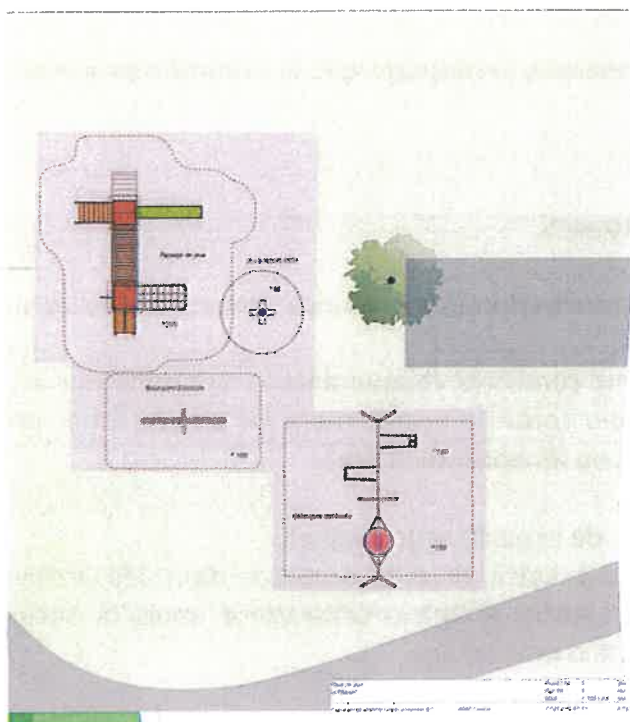
Le démontage, la préparation du sol et les fondations seront effectués par l'équipe de l'édilité à l'aide de machines qui seront louées. L'entreprise spécialisée fournira les schémas de montage, le mobilier préassemblé et participera au montage sur place.

Ce projet est essentiel pour maintenir en état cette place de jeu. Sans cet investissement et pour répondre à l'obligation de maintenir des espaces sécurisés, le Conseil communal sera contraint de démonter la majeure partie de la place actuelle.



Etat actuel





Le Conseil communal vous propose

- Le démontage du mobilier vétuste et qui ne répond pas aux normes de sécurité actuelles
- La refonte globale de la zone de chute (sol), travaux fournis par l'équipe de l'Edilité
- La fourniture de nouveaux mobiliers par une entreprise certifiée

22

Incidences financières :

Madame Laurence Corminboeuf présente les incidences financières :



Investissement relatif au réaménagement et à la mise aux normes de la place de jeux de Sautaux

Coût (TTC)

Réaménagement et mise aux normes

CHF 75'000. -

Total (TTC)

CHF 75'000. -

Charge financière annuelle

Financement par : utilisation de recettes courantes

Amortissement 5%

CHF 3'750. -

Charge annuelle totale

CHF 3'750. -

23



Préavis de la Commission financière :

M. Didier Tornare, Président de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement cet investissement.

Discussions :

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.

M. André Duffey demande si des mesures de sécurisation des branches situées au-dessus des tables de la place de jeu de Sautaux ont été prises.

M. Sébastien Meloni répond que ces arbres sont contrôlés chaque année. La Commune a un contrat avec la Corporation forestière Moléson qui contrôle et entretient les arbres situés près des espaces publics communaux localisés en forêt ou en bordure de forêt.

M. Laurent Jordi demande la date de construction de la place de jeu actuelle.

Mme Karine Kilchoer répond qu'elle a recherché cette date sans succès dans les archives communales, car ce n'est pas la Commune qui avait aménagé cette place, mais la Société d'intérêt villageois. Cependant, la construction date d'env. 20 ans.

Vote :

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet investissement au vote.

<p><u>Décision</u> : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité cet investissement relatif au réaménagement et à la mise aux normes de la place de jeux de Sautaux.</p>
--

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.

2.3 Investissement pour un crédit d'étude relatif au réaménagement du centre du village

Présentation du projet :

Le Président passe la parole à Madame Erika Morand, Vice-Syndique et responsable de l'aménagement du territoire qui présente ce projet à l'aide des diapositives ci-après.



Crédit d'étude pour le réaménagement du centre village CHF 50'000:



26



27



Présentation des grandes lignes du projet :



- Cette étude concerne le centre village, la place de l'église et du cimetière
- Réaliser la liaison entre la route de la Gare (réfectionnée en 2013) et la route de l'Eglise (réfectionnée en 2009 bas et 2017 haut)
- Travaux prévus dans le plan d'agglomération Mobul PA1 – ces travaux doivent être terminés en 2027 pour obtenir des subventions
- Ces espaces sont vieillissants, imperméables, ils facilitent les îlots de chaleur – mal adaptés aux besoins modernes – ne favorisent pas les interactions sociales et avec les commerces – ne favorisent et ne sécurisent pas la mobilité douce - cimetière «clairsemé» à valoriser

28



Objectifs du projet :


- Aménager un espace convivial et fonctionnel qui favorise les interactions sociales
- Agencer des liaisons entre les bâtiments emblématiques de notre commune que sont l'église et son cimetière, l'école et les différents commerces (magasins, tea-room, restaurant, laiterie)
- Créer un lieu de rassemblement pouvant accueillir toutes les générations, propice aux rencontres et aux événements locaux
- Offrir un endroit agréable avec des zones vertes et ombragées favorisant la biodiversité et diminuant les îlots de chaleur
- Faciliter et sécuriser la mobilité douce (écoliers-piétons-vélos)
- Restreindre la vitesse des véhicules motorisés

29



Incidences financières :

Madame Laurence Corminboeuf présente les incidences financières :

		Investissement pour un crédit d'étude relatif au réaménagement du centre du village	
Coût (TTC)			
Réaménagement du centre du village			<u>CHF 50'000. -</u>
Total (TTC)			CHF 50'000. -
Charge financière annuelle			
Financement par : utilisation de recettes courantes			
Amortissement 2.5%			<u>CHF 1'250. -</u>
Charge annuelle totale			CHF 1'250. -

30

Préavis de la Commission financière :

M. Didier Tornare, Président de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement cet investissement.

Discussions :

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.

M. Dominique Chollet demande si les propriétaires des immeubles situés à l'Ouest de la place du Centre désirent toujours rénover leurs immeubles ou en construire d'autres. Il trouverait dommage que la Commune rénove sa place et qu'ensuite des travaux d'envergure soient réalisés à proximité par ces propriétaires avec tous les risques de dégâts que ces travaux engendreraient.

Mme Erika Morand répond que le Conseil communal avait été contactée il y a 2-3 ans par ces propriétaires qui avaient en effet un projet de rénovation de leurs immeubles. Etant donné qu'il ne s'est rien passé depuis, le Conseil communal a décidé d'initier maintenant ce projet de réaménagement du centre du village.

Le Président précise que ces propriétaires privés sont à nouveau venus présenter leur projet au Conseil communal, projet qui est le même que celui qui avait été refusé par l'ancien Conseil communal. C'est pourquoi, au vu des délais serrés, le Conseil communal a décidé d'être pro-actif et de ne pas attendre que ces propriétaires démarrent leur projet. Cependant et bien entendu, une coordination aura lieu avec les propriétaires des immeubles afin que les aménagements



prévus ne soient pas en inadéquation avec la situation générale de la place du Centre et des immeubles.

Mme Dominique Courtois s'enquiert de savoir ce qui est prévu comme aménagement.

Le Président répond que c'est l'étude qui définira ceci, c'est le rôle de ce crédit d'étude.

M. Pascal Guinnard demande si un délai a été fixé aux propriétaires privés des immeubles pour la présentation de leur projet.

Le Président répond par la négative. C'est la Commune qui les renseignera sur l'avancement de ses travaux.

M. Francis Thiébaut demande s'il est logique de prévoir un amortissement sur un crédit d'étude.

Mme Laurence Corminboeuf répond que c'est la loi qui définit les types d'investissements qui doivent être amortis.

Mme Roselyne Quintero Le Rouge demande quelle est la durée de l'étude.

Le Président informe que l'étude doit être terminée en 2025 et la facturation des travaux doit être faite au plus tard en 2027 si la Commune veut bénéficier des subventions Mobul.

M. Laurent Jordi demande quel est le taux de subvention accordée par Mobul.

Mme Erika Morand précise que ce sont seulement les mesures éditoriales et les mesures prises pour éviter les îlots de chaleur (déminalisation de la place) qui sont subventionnées. Le taux de subvention est d'env. 25-30%.

M. Cédric Fragnière estime qu'une fin des travaux en 2027 est impossible à tenir.

Mme Erika Morand conçoit que le délai est très court.

M. Dominique Chollet estime que le nombre de places de parc situées à la place du Centre ne doit pas être diminué. Il demande quelle est la position du Conseil communal.

Mme Erika Morand répond que c'est l'étude qui répondra à cette question. Malgré que les principes du PA (Mobul) sont de favoriser la mobilité douce et de défavoriser l'utilisation de la voiture par rapport aux transports publics, le Conseil communal ne veut pas absolument diminuer le nombre de places de parc dans notre village.

M. Cédric Fragnière demande si des places de parc sont prévues sur la place du Centre.

Le Président répond que cinq places de parc sont prévues.

Mme Roselyne Quintero Le Rouge demande ce qui a motivé le Conseil communal à initier ce projet de réaménagement.

Mme Erika Morand répond que ce sont les points présentés à l'aide des diapositives ci-dessus qui ont motivé le Conseil communal.



M. Michel Chassot demande à ce que l'aménagement prévu prenne bien en compte la problématique de la sortie de l'église.

Le Président répond que cette problématique fait partie intégrante du projet.

M. Claude Pasquier complète en informant qu'une analyse de réorganisation du cimetière sera également intégrée au projet. Une partie de celui-ci pourra éventuellement être utilisée comme place de rencontre à la sortie de l'église.

M. Pascal Guinnard demande si le Conseil communal a établi un cahier des charges du projet et si ce document est transmis au bureau d'étude.

Le Président répond que c'est en effet le Conseil communal qui fixe le cadre.

Mme Roselyne Quintero Le Rouge demande comment a été fixé le montant du crédit d'étude.

Mme Erika Morand rapporte que c'est le bureau d'urbanisme de la Commune qui a fait une offre.

Vote :

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet investissement au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 59 oui, 2 non et 4 abstentions l'investissement pour un crédit d'étude relatif au réaménagement du centre du village.

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.

2.4 Investissement pour un crédit d'étude relatif à la mobilité générale au sein de la Commune

Présentation du projet :

Le Président donne la parole à Monsieur Sébastien Meloni, Conseiller communal en charge des routes qui présente ce projet. Il rappelle que depuis déjà quelques années, notre village connaît un développement plus rapide qu'imaginé et le Conseil communal a malheureusement peu de contrôle sur cette croissance, car les propriétaires fonciers ont le droit de construire et de densifier leurs terrains. Cette dynamique entraîne une augmentation du trafic, un phénomène auquel la commune, comme beaucoup d'autres, n'échappe pas.

Certains organes supérieurs aimeraient qu'idéalement les déplacements se fassent principalement à pied, à vélo ou en transport en commun. Cependant, il est clair qu'il reste beaucoup à faire pour atteindre cet objectif. De plus, le développement du village est soumis à certaines obligations imposées par le canton. À titre d'exemples :

- Les marquages provisoires de la Rue du Pommeret, tolérés jusqu'à présent, doivent être remplacés par des solutions concrètes et durables ;
- Le projet d'aménagement d'un trottoir sur la Route du Carmel, sujet de nombreuses discussions sur lesquelles M. Sébastien Meloni ne désire pas revenir ce soir.



C'est dans ce contexte que le Conseil communal propose de réaliser une étude de mobilité générale. Cette étude vise à analyser en profondeur les besoins en mobilité sur l'ensemble du territoire communal et à identifier des solutions adaptées aux défis actuels et futurs. L'objectif est clair :


- Mieux comprendre les flux de déplacement, qu'il s'agisse de véhicules motorisés, mais aussi de piétons, de cyclistes, etc.;
- Renforcer la sécurité tout en garantissant une circulation fluide ;
- Répondre à la croissance de la population tout en prenant en compte les enjeux environnementaux et les habitudes de déplacement.

Cette étude est un investissement stratégique, car elle permettra de prendre des décisions éclairées pour poser les bases d'une mobilité harmonieuse et adaptée aux besoins de la Commune à long terme.

Le Conseil communal compte donc sur le soutien de l'Assemblée pour ce projet qui, il en est convaincu, contribuera à préserver la qualité de vie dans le village.

Incidences financières :

Madame Laurence Corminboeuf présente les incidences financières :

		Investissement pour un crédit d'étude relatif à la mobilité générale au sein de la Commune	
Coût (TTC)			
Crédit d'étude			<u>CHF 25'000. -</u>
Total (TTC)			CHF 25'000. -
 Charge financière annuelle			
Amortissement 2.5%			<u>CHF 625. -</u>
Charge annuelle totale			CHF 625.-

33

Préavis de la Commission financière :

M. Didier Tornare, Président de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement cet investissement.



Discussions :

Le Président ouvre la discussion sur ce point.

Mme Antoinette Badoud demande des précisions sur les mesures prévues à la route du Pommeret.

M. Sébastien Meloni explique que la mesure actuelle (lignes jaunes) était une mesure acceptée provisoirement par le Canton. Aujourd'hui, il ne tolère plus cette situation et veut qu'une mesure définitive soit mise en place. C'est donc à partir de ce cas que le Conseil communal désire plutôt réaliser une réflexion globale (trottoir ? arbres ? limitation de la vitesse ? etc) sur l'ensemble du village au lieu de traiter chaque cas de quartier/route de manière isolée.

M. François Pasquier demande pourquoi la mesure du Pommeret n'est plus acceptée.

M. Sébastien Meloni répond que la loi et les normes ne permettent pas la prolongation de la mesure provisoire faite à la rue du Pommeret.

Le Président précise que l'analyse d'une limitation généralisée ou par quartier de la vitesse à 30 km/h sera intégrée à cette étude. Il rappelle que cette mesure avait été refusée par l'Assemblée communale dans le passé.

M. Yvan Bettoni se demande s'il n'y pas des risques de collusion entre cette étude et celle du réaménagement du centre du village.

M. Sébastien Meloni répond qu'il n'y a pas de risque, car c'est le même bureau qui va travailler sur les deux études. L'étude de réaménagement du centre du village intégrera bien entendu aussi les aspects liés à la mobilité.

M. François Pasquier demande si un seul devis a été demandé pour cette étude.

M. Sébastien Meloni répond qu'une seule offre a été demandée, car la Commune collabore avec son urbaniste communal.

Le Président précise qu'un changement d'urbaniste impose au nouveau bureau de réétudier le dossier depuis zéro, ce qui engendre des coûts supplémentaires.

M. Pascal Guinnard demande si ce bureau d'urbanisme a de l'expérience, y compris dans le domaine de la mobilité.

Mme Erika Morand répond que ce bureau dispose d'ingénieurs en mobilité et a aussi de l'expérience dans ce domaine.

Vote :

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet investissement au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 63 oui et 2 abstentions cet investissement pour un crédit d'étude relatif à la mobilité générale au sein de la Commune.

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.



2.5 Investissement relatif à la réfection de la toiture du hangar communal et à la création d'un soliveau

Présentation du projet :

Le Président passe la parole à Madame Laurence Corminboeuf, Conseillère communale responsable des bâtiments communaux. Elle explique qu'au printemps 2024, suite à un petit incident impliquant un camion, il a été constaté que des pièces de charpente de rive sont en mauvais état, ceci à cause d'infiltrations d'eau dues à une toiture qui n'aurait pas été posée dans les règles de l'art (trous de fixation faits au mauvais endroit, présence de mousse dans les joints des panneaux sandwich, etc). Si ces infiltrations n'ont pas occasionné de problèmes graves à l'intérieur du bâtiment, la couverture datant de 1990 nécessite d'être remplacée, tout comme la ferblanterie, les pièces de charpente de rive et peut-être quelques autres pièces de charpente. Afin de profiter de ces travaux, l'isolation de toiture sera améliorée afin de rendre plus agréables les conditions de travail de l'édilité, surtout durant l'été.

Les entreprise et les machines étant sur place, le Conseil communal propose aussi de construire un soliveau d'environ 36 m² afin d'optimiser le stockage du matériel de l'édilité.


Etat de certaines pièces de charpente de rive :





Incidences financières :

Madame Laurence Corminboeuf présente les incidences financières :

		Investissement relatif à la réfection de la toiture du hangar communal et à la création d'un soliveau	
Coût (TTC)			
Réfection toiture			CHF 111'400.-
Soliveau 36 m ²			CHF 11'000. -
Réserve pièces de charpente, imprévus			<u>CHF 27'600. -</u>
Total (TTC)			CHF 150'000.-
 Charge financière annuelle			
Financement par : emprunt			
Amortissement bâtiments 3%			CHF 4'500. -
Charge d'intérêts 1.5%			<u>CHF 2'250. -</u>
Charge annuelle totale			CHF 6'750. -

37

Préavis de la Commission financière :

M. Didier Tornare, Président de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement cet investissement.

Discussions :

Le Président ouvre la discussion sur ce point.

M. Roland Kolly demande pourquoi il n'est pas prévu l'installation de panneaux solaires sur ce toit.

Mme Laurence Corminboeuf répond que la diminution des subventions, la baisse du prix de reprise de l'électricité et le peu de consommation d'électricité durant la journée influencent négativement la rentabilité d'un tel investissement. De plus, l'écartement important de la charpente de ce hangar rend incertaine la capacité des panneaux sandwich à supporter le poids des panneaux solaires.

M. Cédric Fragnière demande si le bâtiment est chauffé et, si oui, par quel moyen.

Mme Laurence Corminboeuf répond que seuls quelques petits locaux tels que les WC et le bureau sont chauffés par le chauffage à distance (CAD).



M. Markus Häseli précise que la grande surface ne dispose que de deux petits chauffages au plafond qui parviennent à chauffer la halle au maximum à 16-18 degrés.

Mme Dominique Courtois demande la date de réalisation des travaux et s'ils auront une influence sur l'exploitation de la déchetterie.

Mme Laurence Corminboeuf répond que les travaux dureront environ deux semaines et que des mesures adéquates d'exploitation de la déchetterie seront mises en place le moment venu.

Le Président profite d'informer que les travaux VALTRALOC sur la route cantonale qui dureront toute l'année 2025 ne provoqueront pas de fermeture de la déchetterie. Des aménagements relatifs à l'accès et aux horaires seront mis en place le moment venu.

M. Cédric Fragnière demande si une approche d'une possibilité de contrat de « contracting » a été faite pour les panneaux solaires. Cette solution éviterait un investissement de la part de la Commune.

Mme Laurence Corminboeuf répond que la surface du toit du hangar n'est pas suffisante pour une telle solution.

M. Francis Maillard demande si l'on est vraiment obligé de contracter un emprunt pour cet investissement.

Mme Laurence Corminboeuf répond que la situation des liquidités sera analysée le moment venu. Si elles sont suffisantes, nous n'aurons pas recours à un emprunt.

Vote :

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet investissement au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité cet investissement relatif à la réfection de la toiture du hangar communal et à la création d'un soliveau.

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.

2.6 Vote final du budget du compte de résultats et du budget des investissements 2025

Le Président rappelle que le vote final du budget doit tenir compte de toutes les décisions prises par l'Assemblée communale par rapport aux investissements qui ont été proposés. En vertu de l'art. 48 RELCo, un vote séparé, avec rapport du Conseil communal et de la Commission financière, a eu lieu sur chaque investissement.

Il passe la parole à Mme Laurence Corminboeuf, Conseillère communale responsable des finances qui résume le budget 2025 à l'aide de la diapositive ci-après. Elle donne quelques explications complémentaires sur les postes liés au nouveau bâtiment scolaire. Elle rapporte que notre école ne dispose plus de places libres pour accueillir de nouveaux élèves et pour les cours d'appui, que



deux classes ne sont plus aux normes, que le Directeur d'école ne dispose pas d'un bureau et que Gruyères n'a plus de places libres également. Gruyères n'envisage pas la construction d'une nouvelle école étant donné qu'elle ne s'attend pas à une croissance démographique importante de la commune (peu de terrains à bâtir disponibles). Mme Laurence Corminboeuf précise aussi que le Canton a refusé la rénovation de deux classes existantes situées au sous-sol pour des raisons de normes.

Sur la base de cette situation, le Conseil communal a décidé, dans son niveau de compétences, de mandater pour CHF 29'800.-- une étude de faisabilité (étude du PAD, analyse démographique, enquête préalable, analyse des coûts) qui, le cas échéant, débouchera sur une proposition de crédit d'étude de CHF 200'000.—à voter en 2025. Mme Laurence Corminboeuf précise que la construction de deux classes suffirait, mais qu'au vu de la croissance démographique à laquelle doit s'attendre notre Commune, il serait judicieux de prévoir directement la construction de quatre classes. Cette école devrait être prête à accueillir les élèves pour la période scolaire 2026-2027.



Résumé budgets 2025

Compte de résultats	Charges	Revenus	Résultats
Total compte de résultats	7 339 900.00	7 041 900.00	
Résultat			298 000.00
Investissements	Dépenses	Recettes	Résultats
Place de jeux de Sautaux, réaménagement et mise aux normes	75 000.00		
Réaménagement du centre du village, crédit d'étude	50 000.00		
Mobilité générale au sein de la commune, crédit d'étude	25 000.00		
Hangar communal, réfection toiture et création d'un soliveau	150 000.00		
Total investissements nouveaux	300 000.00	0	300 000.00
Total investissements reportés (déjà votés)	1 338 250.00	666 250.00	672 000.00
Etude de faisabilité, nouveau bâtiment scolaire. Total de CHF 29'800.- engagé par le Conseil communal en octobre 2024.	17 800.00	0	17 800.00
Crédit d'étude nouveau bâtiment scolaire. A voter au printemps 2025.	200 000.00	0	200 000.00
Totaux	1 856 050.00	666 250.00	1 189 800.00

40

Rapport de la Commission financière :

M. Didier Tornare, Président de la Commission financière, rapporte que la Commission propose à l'Assemblée d'accepter le budget du compte de résultats et le budget des investissements 2025 présentés.

Discussions :

Le Président ouvre la discussion sur ce point.



Vote :

La parole n'étant pas demandée, le Président soumet le budget au vote final, conformément aux décisions prises.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité le budget du compte de résultats et du budget des investissements 2025.

Au nom du Conseil communal, le Président remercie l'Assemblée de la confiance accordée.

3. Planification des investissements pour la période 2025-2029

Le Président rappelle que la planification des investissements est un outil de gestion utile au Conseil communal qui peut être adapté en tout temps selon les circonstances. Il n'y a pas de vote sur cet objet. Cette planification permet au Conseil communal de se projeter par rapport à l'évolution de la population et de ces incidences sur les budgets respectifs.

Le Président passe la parole à Madame Laurence Corminboeuf, Conseillère communale en charge des finances, pour cette présentation. Madame Corminboeuf présente les investissements futurs prévus (2025 => 2029) à l'aide des diapositives suivantes :



Planification des investissements 2026

Nouveau bâtiment scolaire, construction	CHF 800 000.00
Bâtiments scolaires, réfections de sols et réfections diverses	CHF 80 000.00
Mesure PA5, réaménagement de la route du Carmel (tronçon écoles– jonction chemin Saint-Roch) avec aménagement de mesures pour la mobilité	CHF 200 000.00



Planification des investissements 2026 -Suite

Remplacement d'arbres en bordure des routes communales CHF 80 000.00

Place de l'Eglise/Centre, réaménagement de la Place, canalisations, conduite d'eau (Mobul), mesure M13 CHF 500 000.00

Eau potable, maintenance et adaptation des installations (montant HT) CHF 150 000.00

44



Planification des investissements 2026 -Suite

Eau potable, liaison route Montbarry, quartier de la Fin (montant HT) CHF 60 000.00

Total CHF 1 870 000.00

45



Planification des investissements 2027

Nouveau bâtiment scolaire, construction	CHF 2 100 000.00
Eau potable, rénovation du réservoir des Gros-Praz (étanchéité et isolation) (montant HT)	CHF 50 000.00
Eau potable, maintenance et adaptation des installations (montant HT)	<u>CHF 150 000.00</u>
Total	CHF 2 300 000.00

46



Planification des investissements 2028

Eau potable, maintenance et adaptation des installations (montant HT)	CHF 150 000.00
Chalet La Savarisa, réfection (maçonnerie rural)	CHF 70 000.00
Subvention	- <u>CHF 18 900.00</u>
Total	CHF 201 100.00

47



Planification des investissements 2029

Eau potable, maintenance et adaptation des installations (montant HT)

CHF 150 000.00

Total

CHF 150 000.00

48

Préavis de la Commission financière :

M. Didier Tornare, Président de la Commission financières, rapporte que la Commission a pris connaissance de la planification des investissements pour la période 2025-2029.

Le Président remercie Monsieur Didier Tornare de son rapport.

Discussions :

Le Président ouvre la discussion sur ce point.

Mme Dominique Courtois estime qu'une planification à cinq ans est trop courte. Elle pense qu'une analyse plus approfondie de la croissance démographique à prévoir doit être faite sur la base des zones à bâtir encore disponibles. Elle demande aussi si des extensions de zones à bâtir sont prévues ou encore possibles.

Mme Erika Morand répond qu'une loi votée en 2014 sur l'aménagement du territoire incite à réaliser de la densification du milieu bâti et non pas des extensions de zones à bâtir. Elle rappelle que la Commune dispose encore d'une grande parcelle en zone à bâtir située en-dessous de l'église. Cependant, elle n'a pas prévu de développer pour l'instant cette zone.

Le Président complète en informant qu'une étude des possibilités de croissance démographique basée sur les zones à bâtir actuelles a déjà été réalisée. Elle montre qu'une croissance de 1'000 habitants est possible à moyen terme.



M. Pascal Guinnard demande si les parcelles en mains privées ont été prises en compte dans l'étude précitée.

Le Président répond par l'affirmative.

Mme Dominique Courtois demande si le projet (4 classes) pour l'école est suffisant au vu de cette croissance démographique possible.

Le Président répond que la croissance possible de 1'000 habitants ne se réalisera pas en une seule fois et qu'il n'est pas opportun de faire un projet plus ambitieux pour l'instant.

Mme Laure Girard demande ce qui est prévu comme investissement pour les cours d'eau, car elle ne voit aucun investissement dans la planification.

M. Sébastien Meloni informe que l'entretien des cours d'eau est une tâche réalisée annuellement dont les coûts sont pris en charge par le budget de fonctionnement.

M. Paul Ottoz fait remarquer que le tronçon du ruisseau qui longe le Parc du Chèrvi au Sud-Ouest n'est pas entretenu. Il a failli déborder lors des dernières pluies importantes en raison des herbes présentes dans son lit. Même les truites ne peuvent plus remonter le ruisseau !

M. Sébastien Meloni prend note et contrôlera la situation.

4. Octroi d'un mandat externe pour la surveillance des places de stationnement

Présentation du projet :

Le Président donne la parole à Monsieur Claude Pasquier, Conseiller communal responsable de la Police qui présente ce sujet. Il rapporte que si les mesures de restriction de stationnement mises en place en avril dernier ont eu un effet dissuasif au cours des premières semaines, une surveillance et des contrôles réguliers s'avèrent aujourd'hui indispensables pour s'assurer un tant soit peu du respect de cette réglementation.

Dans sa réflexion, le Conseil communal a d'emblée renoncé à confier cette tâche aux employés de l'édilité, ceci afin de préserver la proximité et les contacts privilégiés qu'ils entretiennent avec la population.

Dès lors, deux sociétés de sécurité ont été approchées afin de déterminer le dispositif optimal à mettre en place pour organiser cette surveillance. La société Protect Service d'une part, qui proposait l'utilisation de carnets munis de trois feuillets dont un exemplaire était remis à l'administration communale pour son traitement. Outre le fait que ce mode de fonctionnement engendrait davantage de papier, celui-ci sollicitait également une implication plus importante du personnel communal et l'acquisition d'un logiciel par la Commune servant à la gestion administrative et à la perception des amendes d'ordre.

En collaboration avec OM Management, la société Securitas a, quant à elle, développé une application qui, sur la base d'un seul feuillet de dénonciation étanche muni d'un QR Code, lui permet d'assumer la gestion administrative et la perception des contraventions.



L'accès à cette application offre à l'Administration communale la capacité d'annuler une contravention ou d'enregistrer un numéro de plaque pour l'octroi d'une autorisation de stationnement, qu'elle soit temporaire ou définitive.

Compte tenu de ces avantages, le Conseil communal propose de déléguer à la société Securitas la surveillance des places de stationnement, du parcage hors des cases des véhicules sur le domaine public et dans les divers quartiers de la Commune.

Ce mandat comprend des contrôles entre 06h00 et 23h00 selon un calendrier défini trimestriellement, l'amendement des contrevenants, la gestion administrative des dossiers ainsi que la formation et l'accès à l'application.

L'offre se base sur un prix à la prestation comprenant le déplacement et le contrôle des stationnements pour la somme de CHF 153.90 ainsi que CHF 29.15 pour le traitement administratif, soit un total de CHF 182.95 HT. La fréquence des interventions pouvant être diminuée ou augmentée selon les besoins.

En application de l'art. 5 de notre règlement communal de Police, un contrat passé avec une société externe doit être soumis à l'Assemblée pour son approbation, raison pour laquelle il est proposé à l'Assemblée de ce soir d'approuver l'attribution de ce mandat à la société Securitas SA.

M. Claude Pasquier précise que l'Assemblée ne doit pas se prononcer ce soir sur la nécessité d'une telle surveillance mais bien sur le fait que cette mission soit confiée à une société externe, ce qui permettra par la suite de faire une demande officielle de délégation auprès des instances cantonales. Un refus de l'Assemblée contraindrait le Conseil communal à attribuer cette mission à notre personnel de l'édilité qui devra être formé en conséquence. De plus, la Commune devra acquérir un logiciel de gestion.



Résumé du mandat :



Octroi d'un mandat externe pour la surveillance des places de stationnement

Analyse de la situation

La commune Le Pâquier nous sollicite pour le contrôle de stationnement des places de parc ainsi que du parcage hors case dans les divers quartiers de la commune.

L'offre comprend :

- Un prix à la prestation.
- Ces prestations seront effectuées selon calendrier défini trimestriellement.
- En cas de période avec peu de contravention - ces passages pourront être diminués.
- A contrario, en cas d'abus notables - ces passages pourront être augmentés.

Notre prestation comprend :

- Le contrôle de stationnement.
- Les déplacements.
- Le traitement administratif.
- La formation administrative et l'accès à l'application.

Objectifs

Nous voulons :

- Effectuer des contrôles selon calendrier défini.
- Amender les contrevenants.
- Assurer la gestion administrative.

50



Description de la prestation - Commune de Le Pâquier - contrôle de stationnement - 2025

Offre N°	707.2024-02513.1.001
Cliant	Commune de Le Pâquier (SSC030641) Administration communale Route de Gruyères 26, 1661 Pâquier-Montbarry
Objet-mandat	Commune de Le Pâquier (SSO096699) Route de Gruyères 26, 1661 Pâquier-Montbarry
Données du mandat	01.01.2025 à 31.12.2025

Prix par prestation

Ref	Date/Période	Description	Prix CHF	Total CHF
1.1	01.01.2025 - 31.12.2025	1x CLP - Contrôle des stationnement sur appel 1 contrôle(s) entre 06:00 et 23:00.	153.80 /Contr	153.80
	01.01.2025 - 31.12.2025	Total des coûts de services		153.80

Suppléments:

Description	Prix CHF	Total CHF
1x 1 serv. Traitement administratif	29.15 /serv.	29.15

Total des coûts de services

CHF 182.95

51

Discussions :

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.



M. Francis Thiébaud estime que les places de parc de la salle polyvalente sont nécessaires pour les utilisateurs du train. La durée de stationnement de 5 h permise est insuffisante pour se rendre à Berne ou Zürich par exemple. La mise en place d'un système payant sans limite de temps serait plus appropriée.

Claude Pasquier répond que le concept général prévoit que les places de parc du village soient gratuites. Il informe que le système prévu permet d'accorder des dérogations de durée de stationnement jusqu'à 24 heures, ceci sur demande préalable à l'Administration communale.

M. Philippe Gremaud ne comprend pas que l'on promeuve la mobilité douce et en même temps que l'on rende difficile le parage à proximité d'une gare.

M. Claude Pasquier répond que des solutions payantes permettant une plus longue durée de stationnement existent, par exemple, à Bulle.

M. Dominique Chollet relève que le plan d'agglomération (PA5) prévoit 10 places de stationnement P&R.

Le Président rappelle que le but du système de parage était de laisser gratuites les places de parc de la salle polyvalente. En effet, ces places sont destinées en premier lieu aux manifestations (lotos, mariages, event organisés par les sociétés villageoises, etc) qui se déroulent à la salle polyvalente.

Mme Erika Morand fait remarquer qu'il serait impossible de contrôler qui parque sur ces places P&R. Selon le modèle, premier arrivé, premier servi, ces places de parc pourraient être en permanence utilisées par des personnes externes au Pâquier.

M. Sébastien Meloni informe que la mise en place d'installations payantes engendre des frais d'exploitation annuels de plusieurs milliers de francs (CHF 20-30'000.--) qui ne peuvent pas être amortis étant donné le petit nombre de places de parc à disposition.

M. Luc Pasquier informe qu'il existe un système sur internet qui permet de réserver des places de parc (P&R CFF) à des prix convenables.

Mme Roselyne Quintero Le Rouge demande si le montant de CHF 182.95 prévu dans le mandat de contrôle correspond à 1 intervention.

M. Claude Pasquier répond par l'affirmative.

M. Francis Maillard demande quel est le périmètre des contrôles.

M. Claude Pasquier indique que les contrôles s'effectueront sur tout le territoire communal (domaine public).

M. Damien Villard demande si le parage sur les places d'évitement de la route de Pra-Jouly sera également contrôlé.

M. Claude Pasquier répond par l'affirmative.



M. Cédric Fragnière estime que les véhicules de l'entreprise JPF Constructions SA qui parquent dans tout le village doivent être verbalisés au vu de la proximité du propre parking de l'entreprise.

M. Claude Pasquier répond que la Commune se bat depuis longtemps contre cette situation.

M. Jérémie Grangier demande comment les contrôles sont prévus aux alentours de l'école. Il estime que trop de monde stationne dans le secteur, même sur des places privées.

M. Claude Pasquier répond que ce secteur sera contrôlé comme toutes les autres zones.

M. André Duffey demande si la place de parc située à côté des jeux de Sautaux est également réglementée.

M. Claude Pasquier répond que cette place de parc n'est pas officielle et qu'il ne peut donc pas y avoir de verbalisation. Il insiste sur le fait qu'il ne s'agit non plus d'une place de parc.

Mme Dominique Courtois demande quel sera le nombre de passage hebdomadaire de la société de contrôle.

M. Claude Pasquier répond que le nombre de passage sera défini au fur et à mesure des expériences faites.

M. Patrick Mauron demande quel est le bénéfice budgétisé pour ces verbalisations.

M. Claude Pasquier répond que le but est de maintenir l'ordre au niveau du parage dans le village, mais pas de faire du bénéfice. Les amendes serviront seulement à couvrir les frais. L'amende d'ordre est de CHF 40.--.

M. Pascal Guinnard rapporte que pour l'effet de catalyse d'une voiture soit efficace, il faut qu'un véhicule roule plus de 20 minutes. Il rappelle donc que de venir jusqu'à la gare en voiture est une source de grande pollution.

M. Francis Maillard insiste pour que la population puisse parquer sur la place de parc de la salle polyvalente pour prendre les transports publics.

Le Président redit que des autorisations spéciales pourront être accordées pour 24 heures. Dans les autres cas, il est préférable de venir à pied à la gare.

M. Patrick Mauron demande qui occupe actuellement les places de parc de la salle polyvalente.

Le Président répond qu'il est très difficile de les identifier tant les véhicules proviennent de partout.

M. Jean Bettoni pense que l'étude sur la mobilité douce devra bien prévoir une solution de parage pour les personnes qui veulent rejoindre un transport public.

Le Président répond qu'en effet l'étude abordera également ce thème.

M. Pascal Guinnard estime que le cahier des charges relatif au réaménagement du centre du village doit prévoir le maintien des places de parc situées sur la place du Centre. Il s'inquiète aussi



de savoir où vont parquer les gens qui ont plusieurs voitures mais qu'une seule place de parc à leur domicile.

Le Président répond que ce sont les normes VSS qui fixent le nombre de places de parc qui peuvent être aménagées lors d'une construction. Il reconnaît que ces normes peuvent s'appliquer dans les grandes villes mais moins bien dans nos campagnes.

M. Damien Villard fait remarquer que beaucoup de véhicules parqués ont des plaques étrangères. Il demande si on pourra les verbaliser.

M. Claude Pasquier répond que l'on pourra les verbaliser comme les autres.

M. Michel Chassot déclare n'être pas convaincu par le système mis en place. Il estime que des places de parc (au moins 2) de la salle polyvalente doivent être à disposition des utilisateurs du train.

M. Mathieu Jacquat trouve que le système de parcage prévu est très bon. Il favorise les clients des commerces et des restaurants ainsi que les participants aux nombreuses manifestations organisées par les sociétés villageoises à la salle polyvalente. Il estime que 80% de la population peut venir à pied jusqu'à la gare et que les autres peuvent demander une dérogation de 24 heures.

M. André Duffey demande si les places de parc situées au Sud du site de JPF constructions SA peuvent être utilisées par le public.

Le Président répond qu'il s'agit de places privées et qu'elles ne peuvent pas être utilisés.

Mme Dominique Courtois trouve que le système mis en place ne correspond pas à un esprit de village. Les places de parc de la salle polyvalente devraient être à disposition des utilisateurs du train, même s'il fallait payer.

Le Président répond qu'il est possible de parquer 5 heures sur toutes les places de parc de la salle polyvalente. De plus, il estime que l'esprit de village se renforce davantage dans la salle communale que dans le train.

M. Jean Bettoni demande si une estimation des contraventions qui seront distribuées a été faite.

M. Claude Pasquier répond que, selon l'expérience, la moyenne des contraventions est de 20% des véhicules contrôlés.

M. Pascal Guinnard estime qu'il faudrait définir les personnes qui auront le droit de parquer plus de 5 heures en fonction de difficultés particulières (par exemple des personnes à mobilité réduite).

M. Claude Pasquier informe que les personnes à mobilité réduite pourront obtenir une autorisation, mais pas pour plusieurs jours.

M. Luc Pittet pense qu'un système de vignettes P&R à la semaine serait plus approprié.



Mme Cindy Thiébaud demande pourquoi la limitation de durée de parcage n'a pas été mise à 7-8 heures au lieu de 5 heures.

M. Claude Pasquier répond que la réflexion a été qu'un voyage à Bulle correspondait à cette durée. On évitait ainsi des parcs de longue durée, y compris durant la nuit.

Vote :

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet objet au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 44 oui, 11 non et 10 abstentions l'octroi d'un mandat externe pour la surveillance des places de stationnement.

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.

5. Nouvelle approbation du règlement communal sur la gestion des déchets à la suite des recommandations faites par la Surveillance des prix

Présentation du projet :

Le Président donne la parole à Monsieur Lionel Pasquier, Conseiller communal responsable des déchets. Ce dernier présente ce sujet à l'aide des diapositives suivantes qui listent les recommandations faites par la Surveillance des prix et les réponses que la Commune lui a adressées. Il rappelle que le nouveau règlement communal sur la gestion des déchets avait été accepté lors de la dernière assemblée communale, mais que les recommandations de la Surveillance des prix n'avaient pas été présentées. La présentation de ce soir a pour but de corriger ceci.



Nouvelle approbation du règlement communal sur la gestion des déchets à la suite des recommandations faites par la Surveillance des prix

- Selon les nouvelles bases légales, les recommandations faites par la Surveillance des prix doivent obligatoirement être communiquées à l'Assemblée communale pour que ce règlement soit définitivement approuvé.

53



RECOMMANDATIONS FAITES PAR LA SURVEILLANCE DES PRIX

1. Financer la collecte des déchets verts, au moins en partie, par une taxe à la quantité conforme au principe de causalité

Notre commune se caractérise par un habitat varié avec des disparités en termes de production de déchets verts. La quantité varie de manière importante d'un habitant à l'autre indépendamment qu'il habite un appartement locatif ou une villa dotée d'une grande surface verte.

Nous ne pouvons pas nous appuyer sur des exemples concrets car, selon nos informations, aucun village n'est parvenu à appliquer une taxe « équitable » sur cette catégorie de déchets.

54



Selon nous, il est très difficile de taxer équitablement les citoyens.

Exemples :

- Une petite parcelle servant de verger qui engendre énormément de branches pour la déchetterie.
- Une parcelle d'une grande superficie tondue par un robot électrique qui n'engendre aucun déchet vert.
- Comment/pourquoi taxer des citoyens irréprochables qui compostent tous leurs déchets verts ?

55



2. Plafonner, dans le Projet de Règlement sur la gestion des déchets, la taxe de base pour les ménages à celle correspondant à trois habitants adultes (maximum CHF 300.-) ou d'appliquer un système dégressif.

3. Limiter la taxe de base pour les résidences secondaires au maximum à celle des ménages composés de deux habitants de plus de 20 ans. (Maximum CHF 200.- dans le Projet de Règlement sur la gestion des déchets et CHF 120.- dans le Règlement communal d'exécution sur la gestion des déchets).

4. Exonérer de la taxe de base (taxe forfaitaire entreprises) les activités accessoires ou pratiquées à domicile – ou à tout le moins de réduire fortement cette taxe.

La loi cantonale nous oblige à prévoir une taxe destinée à couvrir au moins 70 % des frais d'élimination des déchets. Cette proposition d'adaptation nous contraindrait à ne pas remplir ce critère exigé par le canton.

56

Discussions :

Le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.



M. Francis Thiébaud demande si la Surveillance des prix est une instance cantonale ou fédérale.

M. Lionel Pasquier répond qu'il s'agit d'une instance fédérale.

Vote :

La parole n'étant plus demandée, le Président soumet cet objet au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 64 oui et 1 abstention le nouveau règlement communal sur la gestion des déchets à la suite des recommandations faites par la Surveillance des prix.

Le Président remercie l'Assemblée de sa confiance.

6. Divers

Avant de conclure cette assemblée, le Président donne la parole aux citoyennes et citoyens.

M. Claude Pasquier informe que la Commission Seniors est ouverte à toute idée d'activités de la population.

M. André Duffey demande si l'électricité utilisée par les candélabres situés sur la place située au Sud du site de JPF Constructions SA est payée par la Commune ou par JPF.

M. Sébastien Meloni répond qu'il ne sait pas et qu'il va se renseigner. Il rapporte que la procédure d'extinction d'un candélabre coûte cher (CHF 500.— à CHF 600.--). Il s'agit donc de bien réfléchir à la rentabilité de la décision relative à une modification. Il précise que ces candélabres seront supprimés dans le cadre du projet VALTRALOC.

M. Yvan Bettoni estime que, par mesure d'économie, les candélabres situés sur la route de l'église devraient être éteints.

M. Sébastien Meloni répond que selon les contrôles effectués par le Canton, le système d'abaissement de l'intensité mis en place au Pâquier est exemplaire. Pour des raisons de sécurité, la solution de baisse de l'intensité est préférée à celle de l'extinction.

M. Raymond Fragnière se renseigne sur la situation du projet de réfection des canalisations à la rue des Mésanges.

M. Lionel Pasquier que le dossier est encore au Service des constructions et de l'aménagement (SeCA) qui doit ensuite le transmettre à la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME) pour autorisation. M. Lionel Pasquier est optimiste sur le fait que le cas soit réglé en 2025, ceci durant la bonne saison.



M. Dominique Chollet demande si l'opposition relative au cas précité a été levée.

M. Lionel Pasquier répond par la négative.

M. Dominique Chollet estime alors que cela peut durer encore des années...

Le Président rappelle que cette opposition pourrait être levée au nom de l'intérêt public prépondérant.

M. Dominique Chollet rappelle que c'est la Commune qui a fait l'erreur d'accorder la construction de maisons sur ces canalisations existantes. Le cas échéant, le dédommagement doit être fait en conséquence et non pas comme Grangeneuve le calcule.

M. Lionel Pasquier insiste encore une fois sur le fait que le tracé prévu est beaucoup plus commode et économique que le maintien de l'ancien tracé. Le rôle de la Commune est donc de faire avancer ce dossier dans le sens prévu.

M. Cédric Fragnière demande au Conseil communal quelle est sa vision par rapport aux futures capacités financières de la Commune, ceci en pensant aux importantes augmentations des charges liées auxquelles il faut s'attendre (EMS, STEP, Centre de sports, Cycles d'orientation, etc.). Est-ce que le Conseil communal a prévu de constituer des réserves afin d'éviter une hausse des impôts dans trois ou quatre ans ?

Le Président répond qu'après deux baisses d'impôts, aucune hausse n'est prévue. Le Conseil communal est conscient que les charges liées vont exploser, mais la marge d'autofinancement de la Commune permettra certainement de faire face à ces nouvelles charges. Il rappelle aussi que nous n'avons pas le droit de créer des réserves. Il estime que l'on devra certainement se « serrer la ceinture » dans le futur.

M. Cédric Fragnière rappelle que gouverner, c'est anticiper ! Il faut donc bien préparer l'avenir.

Le Président le remercie pour le conseil.

M. Dominique Chollet demande au Conseil communal quelle est sa stratégie à moyen et long terme quant à l'approvisionnement en eau potable de la Commune. De plus, il demande le montant de l'eau acheté à Gruyères.

M. Lionel Pasquier répond que ce thème a beaucoup évolué ces dernières années. Au vu des exigences cantonales élevées fixées dans ce domaine, la Commune a mandaté EauSud SA pour la gestion de notre réseau d'eau qui doit être réalisée de manière très professionnelle. Tous les projets, en particulier ceux qui nécessitent des investissements très importants (réfection ou construction de réservoirs par exemple), sont donc remis en question. M. Lionel Pasquier rappelle que l'entité EauSud SA dispose de beaucoup d'eau, ce qui est en général le cas en Gruyère. Les réflexions doivent donc également englober ces possibilités d'approvisionnement.

M. Cédric Fragnière demande si la Commune est raccordée sur le réseau d'eau de Bulle.

M. Lionel Pasquier répond par la négative, mais la possibilité existe. Il profite de rapporter que les achats d'eau à Gruyères ont fortement baissé depuis que EauSud SA a optimisé notre réseau.



M. Cédric Fragnière rappelle que l'ancienne Syndique, Madame Antoinette Badoud, avait rapporté que les réserves financières de la Commune dans le domaine de l'eau étaient très importantes. Est-ce que le règlement sur l'eau sera donc revu ?

M. Lionel Pasquier répond que le domaine très complexe de l'eau doit être approché de manière globale. C'est ce qui sera fait à moyen terme et qui sera concrétisé par l'adoption de nouveaux règlements sur l'eau.

La parole n'étant plus demandée et avant de clore cette assemblée, le Président adresse le message suivant :

« Permettez-moi de prendre un moment pour exprimer ma plus profonde gratitude envers ceux et celles qui œuvrent chaque jour pour le bon fonctionnement de notre collectivité.

Je tiens tout d'abord à adresser mes remerciements les plus sincères à l'ensemble du personnel de l'administration communale. Votre compétence, votre disponibilité et votre engagement sont un véritable atout pour notre Commune. Merci à notre apprentie Adélaïde pour son assiduité et sa rapidité d'apprentissage, à Géraldine, notre nouvelle secrétaire technique, pour son intégration exemplaire et son savoir-faire, ainsi qu'à nos collaboratrices administratives Fanny, Mélanie et Catherine pour leur efficacité et leur professionnalisme. Je souhaite également exprimer toute ma reconnaissance à Janick, notre Administratrice des finances, pour sa rigueur et son travail minutieux, et à Jean-Claude, notre secrétaire général, pour son organisation irréprochable et son sens aigu des responsabilités.

Des remerciements nourris s'adressent à tous les membres des différentes commissions communales pour leur investissement tout au long de l'année.

Je n'oublie pas non plus nos employés de l'édilité : Yves, Markus, Jérémie et Sylvain, dont le travail constant et la qualité des prestations sont essentiels à la satisfaction de nos citoyens. Leur engagement sans faille et leur souci du détail sont un gage de succès pour notre Commune.

Enfin, je tiens à remercier mes collègues du Conseil Communal de leur collaboration constructive. Ensemble, nous avançons dans un esprit d'unité, pour le bien de notre communauté. Je vous remercie sincèrement de votre dévouement et de votre travail qui contribuent à faire de notre Commune un lieu de vie toujours plus agréable et dynamique.



Le Président conclue en invitant l'Assemblée à partager un moment de convivialité autour d'un apéritif. Il adresse ses meilleurs vœux de bonheur et santé pour 2025 et remercie l'Assemblée pour sa participation active et son attention.

Le Président clôt l'assemblée, il est 22h35.

Le Pâquier, le 16 décembre 2024

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Syndic :

Nicolas Gremaud



Le Secrétaire général :

Jean-Claude Duriaux